

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 17/03/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



QUALISOL

851 Chemin de Carrel
BP 67
82102
82100 Castelsarrasin

Références : Rapport n°2023-0413
Code AIOT : 0006804658

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2023 dans l'établissement QUALISOL implanté Lieu dit Lamour Sud 2179 chemin de Carrel 82100 Castelsarrasin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUALISOL
- Lieu dit Lamour Sud 2179 chemin de Carrel 82100 Castelsarrasin
- Code AIOT : 0006804658
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société QUALISOL intervient principalement dans 2 domaines d'activité : la collecte, le stockage et la commercialisation des céréales et des produits pour l'agriculture (engrais, produits phytosanitaires, semences...). Le siège social de la société QUALISOL est situé Quartier Carrel à Castelsarrasin 82100.

L'installation du silo QUALISOL à CASTELSARRASIN – lieu-dit Lamour est autorisée par l'arrêté préfectoral délivré le 3 octobre 2010, complété le 8 novembre 2012. Ce silo à structure béton est intégré à la liste des « Silos à Enjeux Très Importants »(SETI).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité Incendie (action nationale 2023)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	susceptible de suite	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet
7	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
8	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
6	Qualité des céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les procédures d'encadrement de l'exploitation du site sont anciennes et ne tiennent pas toujours compte des spécificités des installations et équipements présents sur le site, l'exploitant a rédigé des procédures généralistes applicables sur l'ensemble de ses sites. Un travail de révision de ces procédures doit être conduit pour être plus spécifique au site.

Le caractère non propagateur de flamme des bandes transporteuses doit être justifié par l'exploitant qui n'a pas pu retrouver les documents d'accompagnement du fournisseur initial du fait de l'ancienneté des installations. Ce caractère doit être démontré.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté la fiche de poste émise par QUALISOL qui mentionne les responsabilités et missions de l'actuel responsable du site de CASTELSARRASIN.</p> <p>Un fichier de suivi des formations du personnel est en place, il comporte la liste des formations ainsi que les dates de réalisation et de recyclage (périodicité définie). Une alerte est en place pour prévenir de l'approche d'un recyclage. L'inspection, constate que les formations du personnel du site sont à jour.</p> <p>Les formations sont définies au cas par cas pour chaque employé en fonction de son poste. Le tableau de définition des besoins de formation est revu par le service HSE lorsqu'il a connaissance de modifications concernant les fonctions ou missions des employés.</p> <p>Les formations communes aux agents du site sont : formation incendie, sécurité silo, chariot élévateur, habilitation électrique, conservation des grains.</p> <p>En fonction des missions confiées aux employés, ils peuvent suivre en complément les formations : certification Phyto, conduite séchoir</p> <p>Formations obligatoires pour les chefs de dépôt / responsables silo : certification Phyto, conduite séchoir (certains)</p> <p>Les nouveaux arrivants évoluent en compagnonnage le temps qu'ils réalisent les formations nécessaires.</p> <p>Pour les intérimaires, un accueil spécifique est fait avec une sensibilisation sécurité (incendie, EPI, nettoyage)</p> <p>L'inspection a constaté que certaines formations n'ont pas de périodicité de recyclage définies. L'inspection demande à l'exploitant de définir l'ensemble des périodicités de recyclage sous 30 jours. Ce point avait déjà été signalé lors de l'inspection du 17 mars 2021.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : L'exploitant a défini des procédures encadrant les travaux et l'exploitation du site. Il dispose d'un suivi de la thermométrie et de check-list de contrôle à effectuer périodiquement. Des consignes incendie ont été rédigées pour un départ de feu dans le silo et pour un feu de séchoir. Une procédure d'encadrement de travaux et de vérification post travaux est en place. L'inspection constate que les procédures sont anciennes (2013) et qu'elles sont succinctes afin de couvrir les cas généraux. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser sous 30 jours une revue de ses procédures et de programmer leurs révisions pour les compléter avec les situations spécifiques qui peuvent être rencontrées en fonction des équipements concernés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : La délivrance des Permis feu est incluse dans la définition des responsabilités générales de sécurité du chef de dépôt / chef de silo. Les permis feu sont renouvelés quotidiennement lorsqu'il y a des travaux, ils comportent les règles de sécurité, la zone d'intervention, la signature du responsable et de l'intervenant, la date et la plage horaire d'autorisation ainsi que les mesures de surveillance post travaux. L'heure de réalisation de la ronde après travaux est également tracée sur le permis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : L'exploitant dispose du dernier contrôle électrique réalisé par l'APAVE le 24/02/2023. Ce rapport comporte : <ul style="list-style-type: none">- 1 Non Conformité (NC) déjà signalée, une mention de travaux réalisés le 04.03.2023 pour lever la NC est présente sur le rapport.- 5 NC nouvelles dont 2 levées le 04.03.2023. L'exploitant indique que les rapports de vérification sont transmis au service maintenance du siège qui prend en charge en interne ou par intervenant extérieur les interventions pour lever les NC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication : - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; - les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; - et le cas échéant : - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
<p>Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs et des RIA en date du 13 mai 2022. Ce rapport mentionne les contrôles et les remplacements d'équipements réalisés sur le site.</p> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec l'indication des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître, les mesures de protection, les moyens de lutte contre l'incendie, les dispositifs (colonnes sèches) destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; - La procédure encadrant les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. <p>Le site n'est pas équipé de système d'inertage car les cellules de stockage sont ouvertes.</p> <p>L'inspection constate que les procédures sont généralistes et anciennes (2013). L'inspection demande à l'exploitant de réaliser sous 30 jours une revue de procédures afin de déterminer celles devant être mises à jour et compléter afin de prendre en compte les spécificités des lieux et équipements du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Qualité des céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, réception des céréales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.
Constats : L'inspection constate la présence de 4 sondes de température dans chaque cellule de stockage. Les mesures de ces sondes sont transmises à la supervision qui déclenche une alarme si la température dépasse 50°C et permet un historique complet des températures mesurées (plusieurs années). L'exploitant précise qu'un contrôle du taux d'humidité est mesuré à chaque expédition camion, ce qui permet de suivre l'humidité présente dans la cellule. L'exploitant a présenté la procédure qui encadre la réaction à tenir si une humidité est non conforme à une valeur selon le type de céréale. L'exploitant a présenté une procédure qui encadre la réaction à tenir en cas d'échauffement du grain dans une cellule.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de capteurs de bourrage sur les vis d'évacuation des déchets de l'aspiration centralisée - de capteurs de déport de bande et de sangle ainsi que de contrôleurs de rotation - de redler fermé et aspiré, chaque élévateur est aspiré également. <p>L'exploitant réalise et trace ses vérifications des sécurités de l'installation : maintenance préventive sur la tension des chaînes et des sangles, contrôle du réducteur moteur, test des déports de bandes et de sangles.</p> <p>Les capteurs de bourrage sur le circuit d'évacuation des poussières aspirées ne font pas l'objet d'une maintenance spéciale. L'exploitant constate leur fonctionnement lorsqu'il réalise des interventions sur ce circuit car les sécurités se déclenchent.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer sous 30 jours les capteurs de bourrage et capteurs déchet dans la traçabilité des vérifications des organes de sécurité du silo</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p>
<p>Constats : Du fait de l'ancienneté des installations, l'exploitant n'a pas pu présenter les justificatifs attestant que les bandes des transporteurs sont non propagatrices de la flamme. Une recherche dans les archives de l'exploitant est nécessaire pour retrouver les documents du fournisseur des bandes en place sur le site.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 30 jours les justificatifs permettant de statuer sur le caractère non propagateur de flamme des bandes employées sur le site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet